



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition

Forum FSN

Synthèse de la
consultation en ligne
no.177
du 18.02.2022
au 15.05.2022



© FAO / Ibrahim Ahmadov

Programmes de subventions de contrepartie: Une approche efficace pour canaliser les transferts de fonds vers des investissements durables dans l'agrobusiness?

À propos de cette consultation virtuelle

Ce document résume la consultation virtuelle «*Programmes de subventions de contrepartie pour la consultation virtuelle: Une approche efficace pour canaliser les transferts de fonds vers des investissements durables dans l'agrobusiness?*» qui s'est tenue dans le cadre du Forum global de la FAO sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Forum FSN) du 18 février au 15 mai 2022. La consultation a été facilitée par Mauricio Rosales de la Division de l'économie agroalimentaire (ESA) de la FAO.

Cette consultation a été organisée dans le cadre des travaux de la FAO visant à aider les pays à élaborer des politiques et des programmes fondées sur des données factuelles pour aider les migrants et les rapatriés, ainsi que leurs familles, à investir les transferts de fonds dans le secteur agroalimentaire – un exemple étant le projet pilote «*Promouvoir la croissance économique inclusive par des subventions de contrepartie*», mené par l'ESA au Tadjikistan. L'objectif de la consultation était de contribuer à affiner la conception de ces politiques et programmes en recueillant les contributions d'un large éventail de parties prenantes sur le potentiel des programmes de subventions de contrepartie¹ (PSC) pour stimuler l'investissement des transferts de fonds dans le secteur agricole.

Au cours de la consultation, les participants ont d'abord discuté de la question de savoir si les gouvernements et les autres parties prenantes devaient promouvoir activement l'investissement des transferts de fonds dans le secteur agroalimentaire. Ensuite, ils ont réfléchi aux avantages et aux défis des PSC à cet égard, et ont partagé des idées sur des approches complémentaires et alternatives. Enfin, les participants ont fourni des informations sur les PSC existants et d'autres expériences pertinentes. Toutes les réactions reçues serviront à formuler des recommandations aux pays qui souhaitent mettre en œuvre l'approche basée sur des subventions de contrepartie.

Au cours de la consultation, des participants de 17 pays ont partagé 23 contributions. L'introduction du sujet et les questions d'orientation, ainsi que les contributions reçues, sont disponibles sur la page de consultation:

www.fao.org/fsnforum/fr/activities/consultations/matching_grant_programmes

¹ Une subvention de contrepartie est un transfert unique et non remboursable aux bénéficiaires du projet, versé proportionnellement au montant des transferts de fonds utilisés par le bénéficiaire (le migrant) pour un investissement productif.

1. Le rôle des gouvernements et des autres parties prenantes dans la promotion de l'investissement des transferts de fonds dans le développement du secteur agroalimentaire

Plusieurs participants ont estimé que les gouvernements des pays ayant un taux élevé d'exode rural devraient promouvoir l'investissement des transferts de fonds dans le secteur agricole national. Ils ont souligné que la migration ne fournit pas un revenu et un emploi permanents (Eugene Ryazanov, Bolot Dyikanov), et que des connaissances et des compétences insuffisantes (Eugene Ryazanov, Bolot Dyikanov) et un manque d'informations fiables sur le marché (Bolot Dyikanov) empêchent l'investissement productif des transferts de fonds par les migrants et leurs familles. Par conséquent, les gouvernements et les autres parties prenantes concernées – y compris les organisations de développement et les associations d'entreprises (Eugene Ryazanov) – devraient faciliter ces investissements en

développant les capacités en termes d'alphabétisation financière, de compétences techniques et commerciales, et d'application de technologies de pointe dans l'agriculture (Yuldashali Hasanov).

Diverses parties prenantes devraient être impliquées tout au long du processus de conception et de mise en œuvre des projets visant à stimuler l'investissement productif des transferts de fonds dans l'agriculture. Par exemple, les institutions universitaires, la société civile et les organisations internationales de développement pourraient conseiller les gouvernements sur l'effet multiplicateur potentiel de ces projets sur le développement rural (Pedro Prado). En outre, les gouvernements locaux devraient identifier la portée de ces projets et s'assurer de leur alignement sur les priorités nationales et locales; les entreprises locales pourraient alors élaborer des plans d'affaires correspondants qui seraient utilisés par les bénéficiaires du projet (Bolot Dyikanov). Enfin, pour une mise en œuvre efficace des projets, la présence institutionnelle de l'État et d'autres acteurs pertinents, tels que les organisations internationales de développement, est cruciale (Pedro Prado).

Alors que les participants à la consultation ont généralement reconnu l'importance pour les gouvernements de promouvoir l'investissement productif des transferts de fonds dans le développement du secteur agroalimentaire, un participant a souligné que de tels efforts ne seraient souhaitables que dans les endroits où des chaînes de valeur agricoles fonctionnant bien existent déjà (Shirega Minuye). En outre, un autre participant a noté que les priorités du gouvernement peuvent en fait se situer dans d'autres secteurs (Kameswararao Chiruvolu).



© FAO/Vvacheslav Osetedko

2. Programmes de subventions de contrepartie: avantages, défis et questions à examiner

Les participants ont souligné un certain nombre d'aspects positifs des PSC, l'un des principaux étant que les bénéficiaires ont accès à des ressources financières (Severin Rurihafi) et à un soutien technique (Shirega Minuye, Yuldashali Hasanov) à un coût raisonnable, ce qui encourage les agriculteurs à investir leurs propres ressources et à s'engager dans le développement du secteur agroalimentaire (Eugene Ryazanov, Yuldashali Hasanov). En outre, les participants ont souligné les impacts positifs plus larges des PSC, tels que: a) la promotion du développement agricole en général; b) une réduction potentielle de la migration; c) des rôles sociaux plus actifs pour les familles migrantes – c'est-à-dire passer de la dépendance à l'esprit d'entreprise; d) l'émergence de nouvelles stratégies des moyens d'existence; e) une plus grande disponibilité des produits agricoles sur les marchés locaux; et f) un bien-être accru grâce à l'amélioration des revenus et de la nutrition (Bolot Dyikanov).

Dans le même temps, les contributeurs ont également discuté des défis qui seraient associés aux PSC. Certains ont mis l'accent sur la perception négative de l'agriculture par la population, soulignant que la volonté des migrants d'investir dans le secteur

agroalimentaire ne doit pas être tenue pour acquise (Lal Manavado, Shirega Minuye). En fait, les migrants peuvent préférer s'engager dans le secteur des services en raison d'un meilleur rendement de l'investissement (perçu) (Shirega Minuye). En outre, leur familiarité avec l'agriculture et leur degré d'ancrage culturel dans leur région d'origine (rurale) seraient des déterminants importants de leur intérêt à s'engager dans le secteur agroalimentaire. Les caractéristiques démographiques actuelles des migrants – c'est-à-dire qu'une part importante d'entre eux vient des zones urbaines – et les influences culturelles externes impliquent la nécessité d'une vaste campagne de promotion afin de s'assurer qu'un nombre significatif d'entre eux participent aux PSC (Lal Manavado).

Outre la difficulté de trouver des migrants qui souhaitent s'engager dans des PSC, il y a aussi le fait que certains migrants seraient nécessairement exclus de la participation en raison de l'exigence qu'ils contribuent eux-mêmes financièrement à l'investissement concerné. En fait, l'éligibilité serait principalement limitée aux (parents au premier degré des) migrants qui ont un revenu raisonnable et stable, au moins dans une certaine mesure (Kameswararao Chiruvolu).

Enfin, les participants ont discuté d'autres questions à prendre en considération pour le déploiement des PSC, notamment:

- ▶ **Financement direct des organisations.** Les donateurs devraient transférer les fonds aux organisations directement impliquées dans les activités de développement, telles que des organisations non gouvernementales (ONG), plutôt qu'aux gouvernements centraux. Cela permettrait d'éviter une bureaucratie excessive ([James Mawanda](#), [Shirega Minuye](#)) et augmenterait les chances que les fonds soient dirigés vers des activités qui servent des objectifs socio-économiques plutôt que politiques. Dans certains pays en développement, cependant, le gouvernement empêche ces organisations de recevoir des fonds d'acteurs extérieurs ([James Mawanda](#)).
- ▶ **Les parties prenantes du projet.** Il conviendrait de bien définir qui doit être inclus dans un PSC et à quelles conditions, en dehors des migrants et de leurs parents au premier degré. Ceci est très important afin d'optimiser les bénéfices des migrants et leurs personnes à charge, car dans tous les systèmes alimentaires «concurrentiels», les intermédiaires tirent des bénéfices démesurés aux dépens des producteurs et des consommateurs d'aliments ([Lal Manavado](#)).
- ▶ **Groupe cible.** Les PSC devraient également cibler spécifiquement les acteurs suivants:
 - **Migrants d'origine urbaine.** Un nombre important de migrants sont originaires des villes, ce qui rend difficile pour eux de trouver des terres arables et de se lancer dans la production alimentaire. Ces migrants peuvent toujours participer à un PSC en vendant des produits

frais ou en conserve, ou en gérant de petits restaurants ou des points de libre-service de gros. De cette manière, ils soutiendraient les producteurs d'aliments en assurant une demande continue pour leur production. Ceux qui vendent des produits alimentaires doivent le faire dans le cadre d'une coentreprise, car les acteurs individuels n'ont pas forcément les capacités nécessaires pour le faire seuls. Pour soutenir ces entreprises, la FAO et les autorités locales devraient travailler ensemble sur: a) l'amélioration ou l'acquisition de locaux appropriés; b) la formation des vendeurs; et c) la mise en place d'un mécanisme d'achat commun pour tous les points de vente du PSC ([Lal Manavado](#)).

- **La jeunesse.** Comme il est crucial de promouvoir l'engagement des jeunes dans l'agriculture et la transformation rurale, les jeunes devraient également être impliqués dans les PSC ([Kameswararao Chiruvolu](#), [Muhammad Subhan Qureshi](#)).
 - **Les femmes.** En particulier, les groupes autonomes de femmes qui sont impliqués dans le secteur agroalimentaire devraient recevoir un soutien pour la mise en œuvre d'un étiquetage adéquat des produits afin d'amener leur entreprise au niveau international ([Sarada Prasad Mohapatra](#)).
- ▶ **Soutien financier.** Un programme PSC offrant une proportion plus importante de subventions (par exemple, 1:2, c'est-à-dire que chaque dollar américain investi par le bénéficiaire du projet est complété par une subvention de 2 dollars) serait plus efficace ([Bolot Dyikanov](#)).



© NOOR for FAO/Sebastian List

► **Résilience et durabilité.** Les PSC devraient être fondés sur des approches durables (Brandon Eisler) qui soutiennent les Objectifs de développement durable (Rogerio Mauricio) et, selon plusieurs participants, devraient également être fondés sur l'agroécologie (Claudio Schuftan, Rogerio Mauricio, Sarada Prasad Mohapatra). Cependant, d'autres participants ont souligné que l'agroécologie ne devait pas être politisée et que l'accent devait plutôt être mis sur la promotion de la résilience des petits exploitants par la fourniture d'une assurance, de microfinance et d'un soutien technique (Samuel Adunreke). En outre, le changement climatique (Rogerio Mauricio, Yuldashali Hasanov) et l'agriculture intelligente face au climat méritent une attention particulière (Samuel Adunreke, Sarada Prasad Mohapatra).

► **Développement des chaînes de valeur et marchés cibles.** Il est nécessaire a) de bien planifier le type et le volume des cultures agricoles pour la production nationale/régionale; et b) d'établir des chaînes de valeur nationales et internationales adéquates, y compris des méthodes de stockage à long terme et la certification des produits pour la promotion des exportations (Yuldashali Hasanov). Un participant estime que les PSC devraient se concentrer sur les marchés des pays d'accueil des migrants (Kameswararao Chiruvolu).

► **Les coopératives d'agriculteurs.** Un participant a souligné que l'association avec des agriculteurs déjà en exercice dans la zone concernée est indispensable pour éviter la nécessité de longs programmes de formation agricole. La FAO et les services de vulgarisation locaux pourraient, entre autres, soutenir la mise en place: a) de coopératives avec un mélange approprié d'agriculteurs et de participants au PSC; b) d'un mécanisme de soutien technique; et c) d'un mécanisme d'achat conjoint de semences et de machines



(Lal Manavado). Toutefois, en ce qui concerne ce dernier point, un participant a souligné que la promotion de la création d'actifs au sein de groupes de personnes plutôt que d'individus pourrait conduire à un entretien inadéquat et à l'incapacité d'atteindre des niveaux de profit satisfaisants (Perez Lionel Kemeni Kambiet).

► **Numérisation.** Les services publics de vulgarisation et autres services aux agriculteurs devraient être amplifiés et numérisés (Sarada Prasad Mohapatra), tandis que la numérisation des PSC faciliterait la collecte de données pertinentes (James Mawanda).

► **Surveillance.** Des cadres et des mécanismes adéquats sont nécessaires pour assurer le suivi de l'utilisation des fonds après leur affectation et pour relever de manière appropriée les défis liés à la mise en œuvre durable des projets (Justin Langtar).

Encadré 1. Exploitation du potentiel de développement de la migration de retour au Kirghizstan

La migration de la main-d'œuvre est une caractéristique importante de la société kirghize. On estime que plus de 900 000 citoyens kirghizes travaillent à l'étranger, la majorité d'entre eux étant employés dans la Fédération de Russie. Les transferts de fonds que reçoit le Kirghizstan représentent jusqu'à 30 % de son PIB. Toutefois, on prévoit que davantage de migrants retourneront au Kirghizstan, ce qui affecterait considérablement le montant des transferts de fonds reçus. Bien que cela puisse s'accompagner de défis, la migration de retour doit en même temps être considérée comme une opportunité de réintégration sociale et économique des migrants kirghizes, qui apportent chez eux des connaissances, des compétences et du capital

(social). Dans ce contexte, les PSC pourraient promouvoir les investissements dans le secteur agricole parmi les rapatriés, en se concentrant spécifiquement sur les technologies agricoles modernes et intelligentes face au climat. Cela générerait d'importants avantages environnementaux, économiques et sociaux et, en particulier, pourrait contribuer à réduire l'exode rural. Les PSC contribueraient également à faciliter les nouveaux partenariats entre les autorités locales et les migrants de retour. Cependant, étant donné que les rapatriés peuvent se sentir étrangers à leurs communautés et aux autorités locales, les activités de renforcement de la confiance seraient un aspect crucial dans ce contexte (Marlen Tynaliev).

Encadré 2. Les PSC comme outil de développement des infrastructures du secteur agroalimentaire en Afrique

Le manque d'infrastructures de base adéquates et les limitations financières entravent souvent les investissements dans le secteur agroalimentaire africain. Les PSC seraient un bon outil pour aider à surmonter ces obstacles, étant donné que les gouvernements n'ont généralement pas la capacité financière de le faire eux-mêmes, alors que dans le cadre d'un programme de PSC, les coûts d'investissement seraient partagés. En particulier, les PSC devraient se concentrer sur le développement des infrastructures du secteur agroalimentaire – y compris

les entrepôts, les chambres froides et les unités centrales de traitement – tout en tenant compte des tendances du marché mondial pour contribuer à améliorer les revenus des agriculteurs. Afin de maximiser la durabilité et l'efficacité des investissements, un groupe de travail multipartite comprenant des universitaires et des ONG devrait être créé. Ces acteurs seraient en mesure d'acquérir une compréhension adéquate des réalités locales et de les porter à l'attention des donateurs et des organisations internationales concernées (Perez Lionnel Kemeni Kambiet).

3. Des moyens supplémentaires et alternatifs pour promouvoir l'investissement des transferts de fonds dans le secteur alimentaire



© FAO/Fredrik Lerneryd

Certains participants ont discuté de moyens complémentaires ou alternatifs pour attirer l'investissement des transferts de fonds dans le secteur agroalimentaire, notamment:

- **Compléter les subventions par d'autres ressources financières.** Outre la fourniture de subventions, les bénéficiaires pourraient recevoir des prêts bancaires dans le cadre, par exemple, d'un programme national de prêts préférentiels aux producteurs agricoles. Cela favoriserait une planification adéquate et une utilisation efficace des ressources (Bolot Dyikanov). En outre, les gouvernements pourraient soutenir les migrants par des subventions supplémentaires (Yuldashali Hasanov).

- **Remplacement des subventions par des prêts à faible taux pour les petites entreprises** (Eugene Ryazanov, Severin Rurihafi). En coordination avec les établissements de crédit, les migrants pourraient recevoir des plans d'affaires prêts à l'emploi, adaptés à leur contexte. Sur la base de ces plans, ils seraient éligibles à certains prêts qui viendraient compléter leurs propres ressources financières (Eugène Ryazanov).
- **Canaliser les fonds vers la réorganisation des services financiers, de vulgarisation et autres services de soutien.** En particulier, il serait important que les institutions financières créent de nouveaux produits financiers et des prêts pour l'investissement en capital et l'accumulation d'actifs. Les clients pourraient ainsi bénéficier de prêts plus importants à l'avenir, ce qui leur permettrait de développer davantage leur activité. Les institutions financières pourraient sélectionner les propositions commerciales ayant le plus fort impact potentiel, tandis que les migrants (de retour) pourraient s'associer les uns aux autres pour faciliter le développement des entreprises et la réintégration dans leur pays d'origine (Perez Lionnel Kemeni Kambiet).
- **Investir dans la Pratique de diffusion des informations l'information.** Plutôt que d'accorder des subventions, il faudrait promouvoir l'adoption de meilleures pratiques dans la culture de plantes agricoles à haute valeur ajoutée et dans la création de valeur ajoutée dans le secteur agricole afin d'augmenter les revenus des ménages comprenant des migrants (Kameswararao Chiruvolu).

4. Exemples de PSC existants et d'autres programmes pertinents

Éthiopie

En Éthiopie, un PSC financé par la Banque mondiale a été mis en œuvre il y a dix ans pour soutenir les entreprises du secteur textile orientées vers l'exportation ([Shirega Minuye](#)).

Géorgie

Dans le cadre du Programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement rural, l'Union européenne et la FAO ont mis en œuvre un PSC de 6,7 millions de dollars qui cofinance les investissements en capital des petits exploitants géorgiens, des petites et moyennes entreprises et des coopératives du secteur agricole. L'objectif est d'accroître la compétitivité des agriculteurs, de créer des emplois supplémentaires et de garantir la stabilité des approvisionnements alimentaires, tout en rendant les entreprises plus durables. Les subventions de contrepartie vont de 1 000 à 150 000 dollars, et le cofinancement peut atteindre 60 % des coûts d'investissement. Une plateforme de gestion des subventions en ligne sert d'interface principale

entre le candidat, le donateur, la FAO et les parties prenantes ad hoc, permettant une gestion transparente et efficace des demandes. L'approche a un fort potentiel de reproductibilité ([Matthieu Rouvière](#)).

Ghana

Le programme du FIDA pour les entreprises rurales au Ghana, qui intègre des subventions de contrepartie et des prêts bancaires, a connu un grand succès ([Perez Lionnel Kemeni Kambiet](#)).

Rwanda

La deuxième facilité d'investissement rural est un programme de subventions relevant du Ministère de l'agriculture et des ressources animales du Rwanda, qui était à l'origine administré par la Banque nationale du Rwanda avant d'être transféré à un gestionnaire de fonds spécialisé. En 2011, la gestion du fonds a été transférée à une filiale d'une banque de développement appartenant au gouvernement ([Perez Lionnel Kemeni Kambiet](#)).

Afrique du Sud

En Afrique du Sud, un projet pilote sur le mélange des flux de financement dans l'agriculture des petits exploitants est en cours de mise en œuvre et pourrait également inclure les transferts de fonds. Le projet pilote implique la création d'une plateforme transparente de prestataires de services agricoles et la fourniture de crédits réservés aux agriculteurs pour qu'ils puissent se procurer des services auprès de ces prestataires enregistrés. L'accent est actuellement mis sur le soutien à la vulgarisation, le mentorat aux entreprises et les services d'analyse de sol/sève dans cinq sites pilotes, mais d'autres services pourraient également être envisagés à l'avenir. Chaque transaction est traçable, et les comptes des agriculteurs peuvent être alimentés par différents acteurs, y compris les membres de la famille étrangers ([Luke Metelerkamp](#)).

Tadjikistan

Le Gouvernement tadjik a mis en œuvre des programmes de subventions agricoles qui soutiennent en particulier les producteurs de pommes de terre, mais la sélection et l'évaluation inadéquates des clients et des exploitations ont limité leur succès. En effet, il est crucial d'associer à ces programmes des acteurs compétents – tels que des agronomes et des institutions financières – ayant une grande expérience de ces programmes dans les zones rurales ([Yuldashali Hasanov](#)).



© FAO/Antonella Prato

Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition ► Forum FSN

Division de l'économie agroalimentaire (ESA)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

www.fao.org/fsnforum/fr ► fsn-moderator@fao.org



Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO